

Le Quotidien

Nouvelles générales, samedi 11 septembre 2004, p. 18

### **La fuite des capitaux crée des tensions**

Bernier, Yvon

*N.B: cet article du Quotidien est publié par le portail Vision Saguenay 2025 après entente avec M.Guy Granger.*

Au nombre des questions posées par des intervenants, hier lors du forum sur les défis de l'avenir de Saguenay et de sa région, la fuite des capitaux hors de la région a donné lieu à un échange animé.

Une participante au forum a demandé ce qui pourrait être fait pour sensibiliser les gens d'affaires, institutions bancaires, entreprises et investisseurs "à laisser dans la région une part de leurs capitaux". Interpellés par ce questionnement, Marc-André Morency et Marc-Urbain Proulx, ont reconnu d'emblée que cette situation pose effectivement un problème de taille.

M. Morency a reconnu que cette pratique concerne effectivement le milieu financier mais également le grand public.

Il a signalé qu'à l'ère des échanges commerciaux tous azimuts et des ententes portant sur l'intégration continentale des biens et services, il faut s'attendre à ce que les capitaux des trésoreries d'entreprises privées et bancaires effectuent plus que jamais des mouvements massifs.

"Le sociologue Charles Côté a démontré aussi, a-t-il rappelé, qu'il y a un retour insuffisant d'argent de la part de l'Etat pour les régions situées hors des grands centres urbains", a-t-il commenté. M. Morency a signalé de plus que le public aussi a un rôle à jouer pour s'assurer que les fonds auxquels il participe, -les régimes de retraite par exemple,- soient utilisés à bon escient au profit de l'ensemble de la région.

"Dans bien des cas, jusqu'à 80 % de l'ensemble de certains fonds de pension qui comptent des milliards de dollars, sont investis à l'extérieur de la région et du Québec", a-t-il avancé indiquant qu'il y aurait lieu d'agir pour avoir un meilleur contrôle sur les lieux d'investissement de ces importants capitaux.

Pour sa part, Marc-Urbain Proulx, a indiqué que les pouvoirs municipaux locaux pourraient aussi faire des choix autres que ceux de favoriser l'implantation de magasins à grande surface car plus souvent qu'autrement les profits de ces derniers retournent aux actionnaires de Toronto, de New York ou ailleurs.

"Il va falloir travailler là-dessus. Les élus pourraient par exemple appliquer des règlements municipaux qui permettent de maîtriser les fuites de capitaux. On peut agir aussi en prélevant des redevances sur les ressources naturelles ou encore obliger les entreprises visées à investir une partie des profits qu'elles tirent de la région."